PARIS (MPE-Média) - La croissance de l'économie française s'est maintenue en 2011, le produit intérieur brut en euros constants ayant progressé de 1,7 % en moyenne annuelle, au même rythme qu'en 2010, annonce l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

La croissance est soutenue par la demande des entreprises : leurs dépenses d'investissement accélèrent et, après deux années de déstockage, elles reconstituent leurs stocks, explique l'INSEE.

Importations et exportations augmentent de conserve, si bien que les échanges extérieurs sont neutres sur la croissance. En revanche, les dépenses de consommation des ménages progressent d'à peine 0,3 %, après l'accélération de 2010, poursuit l'INSEE.

Toutefois, l'INSEE note que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages croît à un rythme ralenti : l'accélération des prix l'emporte sur celle des revenus d'activité. Le taux d'épargne des ménages progresse très légèrement tandis que le taux de marge et, surtout, le taux d'autofinancement des sociétés non financières sont en fort repli.

En parallèle, l'INSEE souligne que l'activité des sociétés financières a stagné en 2011 à +0,2% après une forte progression en 2010 à +9,2%. La valeur ajoutée des banques s'est aussi repliée de 1,2% après avoir progressé de 12,9% en 2010, ralentissement dû selon l'INSEE essentiellement de la hausse des taux d'intérêt.

Déficit public à 5,2% du Produit Intérieur Brut de la France

Du côté des comptes publics, l'INSEE annonce que le déficit public s'est établi à 103,1 milliards d'euros, soit 5,2 % du PIB.

Par rapport à 2010, le déficit public français s'est réduit de 33,9 milliards d'euros, en raison à la fois du dynamisme des recettes et de la modération des dépenses, ajoute l'Institut national. En part de PIB, les recettes publiques ont augmenté de 1,4 point et les dépenses publiques diminué de 0,6 point.

Le déficit public s'est réduit surtout pour l'État ainsi que pour les organismes de sécurité sociale. En 2011, le taux de prélèvements obligatoires s'est établi à 43,9 %, en hausse de 1,4 point par rapport à 2010. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse sur l'année passée de 3,7 points pour s'établir à 86,0 %.

Les échanges extérieurs ont ralenti en 2011 mais sont restés dynamiques à +5,3% après +9,6% en 2010 côté exportations et +4,9% après +8,9% en 2010 côté importations, note l'INSEE qui souligne que ces échanges ont dépassé en 2011 ceux de 2007, mais que leur contribution comptable à la croissance reste nulle ou presque car importations et exportations évoluent parallèlement.